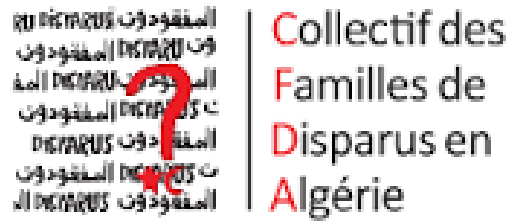


Sos Disparus - **Sos Disparus** - Sos Disparus - **Sos Disparus** - Sos Disparus – **Sos Disparus**



REVUE DE PRESSE

Mai 2016

Table des matières

1001infos, 04.05.2016, Liberté de la presse : RAJ lance le débat	02
Liberté, 11.05.2016, Ali Yahia Abdennour à propos des poursuites judiciaires contre le journal "EL Khabar", "C'est une faute politique"	04
El Khabar, 11.05.2016, رئيس الرابطة الجزائرية للدفاع عن حقوق الإنسان، نور الدين بن يسعد، لـ"الخبر، قضية، صورة سيئة عن الجزائر في الخارج الخبر تعطي صورة سيئة عن الجزائر في الخارج	08
El Chorouk, 12.05.2016, عدد 400 حراق اختفوا في عهد حكم بن علي، عائلات حراقة جزائريين يتجمعون أمام القنصلية التونسية بعنابة	10
El Khabar, 12.05.2016 المحامي والحقوقى علي يحيى عبد محاولة تصفية "الخبر" تهديد لكل الحريات" "النور	12
Impact24, 18.05.2016, Amnesty international dénonce la répression des manifestants en Algérie.....	13

1001infos, 04.05.2016, Liberté de la presse : RAJ lance le débat

Le Rassemblement Action Jeunesse (RAJ) a inauguré hier sa web radio. Avec la grille proposée sur internet, RAJ espère combler le vide affiché par les supports classiques. L'occasion était pour cette association d'organiser une conférence sur la situation de la liberté de la presse en Algérie. Karim Kebir, journaliste au quotidien Liberté, estime que la presse indépendante, qui a su s'imposer en alternative à la presse unique, après l'ouverture grâce à la loi Hamrouche, traverse aujourd'hui une situation de dégradation. Pour M. Kebir, «Bouteflika, qui pensait depuis son arrivée au pouvoir que tout ce qui relevait de l'activité partisane, des médias, des syndicats et de la société civile était l'œuvre des Services, a tout fait pour tout neutraliser», explique le conférencier.

Le pouvoir a donc actionné sa machine redoutable avec le monopole sur la publicité en distribuant gracieusement la manne publicitaire à des titres «fantômes» et en privant ceux insoumis au pouvoir. Ajouter à cela, explique M. Kebir, la multiplication des titres avec 150 quotidiens pour créer une confusion totale sur la scène médiatique et empêcher ainsi toute visibilité économique ou politique. La situation actuelle présente de véritables préoccupations sur le devenir de la presse indépendante en Algérie avec un risque de recul sur des acquis en matière de libertés, arrachés et défendus par des femmes et des hommes du secteur qui ont payé de leur vie.

Hmida Layachi, journaliste et écrivain, retrace le chemin fait par la presse algérienne depuis des décennies. Le directeur de deux publications — Djazair News et Algérie News —, «fermées» pour soi-disant des dettes d'impression, au lendemain du lancement du mouvement Barakat qu'il a soutenu, rappelle que le sort réservé à la presse au lendemain de l'indépendance était pire que durant la période du colonialisme. «Le soulèvement d'Octobre 1988, qui a donné naissance au pluralisme, a permis à de jeunes journalistes de tenter une belle aventure intellectuelle, engendrant ainsi plusieurs publications dans les deux langues», ajoute Hmida Layachi, soulignant que «ce printemps n'a duré que deux ans.

Durant la décennie noire, les journalistes étaient utilisés par les deux camps «éradicateurs et réconciliateurs». Et d'ajouter que «les réactionnaires sont aujourd'hui en train de criminaliser Octobre 1988, en réduisant ce soulèvement à une banale lutte de clans». Ces réactionnaires, estime, M. Layachi se déploient, aujourd'hui pour museler la presse, «non pas sous la casquette militaire, mais avec des hommes d'affaires ne produisant aucune valeur ajoutée, mais qui ont mis la main sur toute la production intellectuelle».

Hacen Ouali, du quotidien El Watan, relève les incohérences de la loi sur l'information de 2012, «constituée de dispositions liberticides et opaques». Le journaliste cite l'exemple de la mise en place de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV), régulant des chaînes étrangères «off shore», le champ audiovisuel étant toujours fermé. Le journaliste d'El Watan axe son intervention sur le recours à la justice pour museler les journaux et fermer toutes les formes d'expression.

Il citera dans ce contexte l'affaire El Khabar. «Le ministre de la Communication a engagé une affaire en justice pour faire annuler le rachat de ce quotidien par le groupe Cevital qui a toujours été dans le viseur du pouvoir alors que M. Grine n'a ni le droit ni la qualité pour le faire», selon H. Ouali. Ce dernier appelle les journalistes à «briser la muraille se dressant

entre les professionnels des deux secteurs privé et public, pour ré-accaparer justement ces espaces d'expression financés par l'argent des Algériens et qui doit donc s'adresser à eux».

Liberté, 11.05.2016, Ali Yahia Abdennour à propos des poursuites judiciaires contre le journal “EL Khabar”, “C’est une faute politique”



Montesquieu disait : “Il n’y a pas de plus atroce tyrannie que celle qui s’exerce à l’ombre des lois et sous les couleurs de la justice.”

Le ministre de la Communication a dispensé un discours de haine et d’exclusion, de sectarisme et d’intolérance à l’égard d’El Khabar. Le dérapage de la pensée est une faiblesse politique inexcusable. Portevoix de la raison d’État, il est perdu dans des gesticulations inutiles, a fait appel à des anathèmes inexcusables, sur la base d’arguments faux et pernicieux qui tiennent lieu d’orientation politique. Il n’a pas été maître de sa pensée et de son verbe, a porté atteinte aux principes de déontologie et d’éthique qui règlent la profession de journaliste. Il veut étouffer la liberté d’expression. Il est au-dessus des lois, à tous les droits, alors que son rôle est de faire appliquer la loi, toute la loi. Il a manqué d’objectivité et de prudence dans ses affirmations à l’égard d’El Khabar, qui critique le pouvoir. Correction et courtoisie sont tombées en disgrâce. L’anathème ne peut tenir lieu d’analyse, parce que tous les progrès de la pensée sont nés de la discussion, du dialogue, et de la contradiction. Il n’y a de censure à la pensée que celle de la conscience. Le mensonge et l’intolérance exprimés par ceux qui campent au carrefour des vents où l’on installe des opinions et des pensées. Pour le ministre de la Communication, critique à juste titre le pouvoir, il demeure un blasphème, et même un crime de lèse majesté. La démocratie reste l’enjeu du débat et du combat à mener sur le plan politique. Dans les arguments qu’il développe pour éliminer El Khabar du jeu politique, enjolivés par des contrevérités, ce ministre fait preuve de docilité, à l’égard de ses commanditaires au sommet de l’État.

Le pouvoir cherche à contrôler l’information et ceux qui la détiennent, pour les orienter vers la propagande qui satisfait ses objectifs.

Le verrouillage de l’information prouve qu’elle est conçue au sommet de l’État. Les droits de l’État sont sans limites, et c’est l’arbitraire, le despotisme, la dictature. En vertu de quel droit

un pouvoir issu d'élections massivement truquées, qui s'est illustré par son opposition à toute ouverture démocratique et n'a pas permis l'émergence d'élus reflétant toutes les tendances de la société et les aspirations du peuple algérien, peut-il régenter le pays et s'imposer à l'écrasante majorité du peuple algérien ! Il ne peut gouverner que par les moyens de la dictature. Le peuple algérien n'est pas traité en adulte par le pouvoir qui a tenté d'obtenir sa démobilisation, sa dépolitisation, en voulant construire une société où tout vient de l'État et revient à l'État. C'est du peuple à qui il faut restituer son autodétermination que vient le pouvoir, c'est dans le peuple que réside la légitimité, la légalité, la souveraineté. La question de la légitimité se pose dès qu'il y a conflit, opposition ou divorce, entre le pouvoir en vigueur et la volonté de la nation, entre les aspirations du peuple et les objectifs du pouvoir.

Quand l'État ne respecte pas les droits établis par la Constitution, il se met "hors le droit". Il n'y a alors plus de Constitution. Le pouvoir dit défendre les droits de l'homme, alors qu'en réalité, il les réprime, les bafoue, les viole. Hommage du vice à la vertu. Le pouvoir est unique, centralisé, maître de tout, en un mot des politique, assujettissant le peuple à l'État. Il n'existe pas de droit contre lui. Critiquer la politique du pouvoir et porter atteinte aux intérêts supérieurs du pays sont deux choses différentes, mais le pouvoir entretient la confusion. Le peuple algérien ne se reconnaît pas dans ce pouvoir qui a confisqué la souveraineté populaire par un système d'encadrement, de quadrillage et de contrôle du peuple.

Le mensonge fleuri est élevé au niveau d'une politique d'État, tout en ce qui concerne l'état de santé du président, le jeu politique bloqué par les divisions au sommet de l'État. Jamais l'échec du pouvoir n'a été aussi évident, jamais l'attente d'un changement de système politique et non de changement dans le système n'a été aussi profond. Le peuple algérien est sous surveillance policière. Les effectifs de militaires, de gendarmes, de policiers et de police politique sont jugés excessifs.

Le groupe de presse d'El Khabar, confronté à un problème vital qui met en jeu son existence même, a besoin de l'intelligence, de l'expérience et du soutien de tous les Algériens qui défendent la liberté d'expression. Il a un capital de sympathie pour sa défense des libertés, de toutes les libertés et son écoute aux aspirations novatrices de la société. Les opinions exprimées par El Khabar sont à contrecourant de celles du pouvoir. Accepter qu'El Khabar ne puisse aborder certains sujets tabous, sans s'attirer les foudres du pouvoir, c'est tolérer l'intolérable et accepter l'inacceptable. Il se distingue en faisant son devoir de recherche de la vérité et de la dire, et en s'ouvrant à toutes les sensibilités de critiques, sociales et culturelles. La fonction n'est pas seulement de critiquer l'autocensure, mais de dénoncer les abus du pouvoir, de constituer un contrepouvoir. La mission du journaliste, qui est prêt à rompre bien des attaches de son cœur et de son esprit à son devoir, est dure, c'est ce qui en fait l'honorabilité.

En fait, à travers la tentative d'éliminer El Khabar qui est une grave menace qui pèse sur la liberté, c'est la liberté d'expression qui est mise en cause. Le pouvoir cherche à éliminer les contradictions, en éliminant les contradictions. Le dialogue de sourd qui s'est engagé entre le pouvoir et El Khabar va-t-il déboucher sur une épreuve de force qui va mettre en cause son

rôle et peut être même son existence. Parce qu'on voit monter la crise dans tous les domaines, le pouvoir accuse l'homme d'affaire Issad Rabrab, mais ce n'est pas parce qu'il veut casser Rebrab qu'il supprimera la crise. Comment peut-on reconnaître qu'un droit reconnu à Ali Haddad, qui défend les thèses du pouvoir, de créer deux journaux, une télévision, et bientôt une radio, puisse être refusé à d'autres, à Rebrab en particulier, alors que les Algériens sont censés être égaux en droits et en devoirs. Les journaux à grand tirage, grands moyens d'information, ont informé leurs lecteurs et l'opinion politique sur des pratiques qui menacent dangereusement les libertés. Quand on parle aujourd'hui de liberté, on ne pense pas seulement à la possibilité de résister, de s'opposer, de refuser l'atteinte à la liberté d'expression qui est une liberté précieuse, mais aussi de la pratiquer.

La mobilisation de tous les démocrates et républicains pour la défense d'”El Khabar” est un devoir et une obligation.

Sans lésiner sur les moyens, le pouvoir cherche à se débarrasser d'El Khabar, qui est pour lui un intolérable défi. La presse libre favorise la libre expression des opinions différentes et de la confrontation des idées qui sont comme les clous, plus on les frappe plus ils s'enfoncent, s'affirment, s'enrichissent et puisent un surcroît de vigueur dans les coups qu'on leur porte. La presse libre est pourchassée par le pouvoir parce qu'elle défend la démocratie et la liberté d'expression, et lutte pour l'émergence d'une Algérie moderne. La presse intégrée au pouvoir imprime des articles où l'intolérance, la haine, la diffamation constituent, à la fois, la forme et le fond, et s'aligne sur le discours officiel laudatif, écrit par un thuriféraire du pouvoir.

La médiatisation des leaders politiques, partie prenante du pouvoir ou d'un de ses clans, et le silence sur les activités des leaders parties de l'opposition, voilà l'activité de l'ENTV.

Les Algériens se sont élevés très nombreux contre les atteintes à la liberté de la presse par le pouvoir. Ils ne sont pas dans un rapport pouvoir liberté, mais dans un rapport pouvoir pouvoir. La liberté ne peut être effective sans les garanties minimales qui sont celles d'un État de droit qui s'oppose au droit de l'État. Le pouvoir est une dictature qui n'accepte ni vrai multipartisme, ni confrontation des idées, ni alternance. La liberté d'expression ne peut exister que si elle ne connaît pas d'entraves. Le rôle de la presse indépendante est important pour mobiliser l'opinion publique. La solidarité des pressions est totale, car ce sont la liberté de la presse et la liberté d'expression qui sont en danger. Les libertés d'opinion, d'expression, d'association, portent en elles la force capable de débrancher le pouvoir dictatorial.

Le juge jugera t'il en son âme et conscience ou en fonction des consignes du pouvoir ?

Toute interdiction et toute manipulation de la justice par le pouvoir représentent un danger pour les justiciables. La justice est l'instrument de légitimation du pouvoir. Elle s'évertue à vouloir donner à un pouvoir dictatorial, la face d'un État de droit. Institution indispensable au bon fonctionnement de la démocratie et de l'État de droit, elle a perdu sa crédibilité parce qu'elle est assujettie au pouvoir exécutif. Les Algériens ne feront confiance à la justice que lorsqu'elle sera indépendante du pouvoir politique et libre de son exercice. L'intime

conviction qui devrait guider les juges dans leur décision tend à devenir l'exacte intention qu'ils peuvent avoir de ce que le pouvoir attend d'eux. Il s'agit d'une forme accentuée de politisation de la justice, c'est à dire de son alignement sur le discours du pouvoir, ce qui conduit à la déchéance du droit comme forme protectrice contre l'arbitraire. La justice est amenée de plus en plus à donner des gages de loyauté, qui visent non plus en dépit de l'apparence maintenue, le peuple algérien au nom duquel elle est censée prendre ses décisions, mais des occupants du pouvoir. L'appareil judiciaire tend à avoir pour mission de donner l'autorité de la chose jugée, à une répression décidée par le pouvoir et mise en œuvre par le ministre de la Communication.

Pour une société de liberté.

Cet article vise particulièrement deux objectifs : apporter ma totale solidarité agissante à la presse indépendante, particulièrement à El Khabar, et sensibiliser les Algériens sur les nombreuses violations des droits de l'homme. Défendre les droits des Algériens dont ils sont déniés, est la mission des militants des droits de l'Homme qui ont un caractère constitutionnel, ce qui signifie qu'ils sont au sommet du droit, au dessus des lois, au sommet des règles de droit. La notion des droits de l'Homme signifie d'abord le refus de l'arbitraire et du despotisme du pouvoir. Les droits de l'Homme sont en danger perpétuel de manipulation et de récupération par le pouvoir. Ils reposent sur deux principes fondamentaux, le principe de liberté et le principe de légalité. Notre destin est de vivre ensemble comme un peuple libre, dans un État de droit, de liberté, de justice et des droits de l'Homme.

Le mouvement populaire déclenché pour la défense d'El Khabar a pris de l'extension, a gagné l'opinion publique qui identifie les dirigeants de ce pays, qui le gèrent et l'exploitent à leur profit. Les milieux officiels qui ont enregistré un échec parce que la mobilisation populaire et de la presse libre, toutes deux admirables, pour la défense de la liberté d'expression a commencé à porter ses fruits, reculeront parce que la réalité du terrain, ne cesse, jour après jour, de les condamner.

A. Y. A.

رئيس الرابطة الجزائرية للدفاع عن حقوق الإنسان، نور الدين بن يسعد، 11.05.2016, El Khabar
"يسعد، لـ"الخبر، قضية الخبر تعطي صورة سيئة عن الجزائر في الخارج"



اتهم المحامي نور الدين بن يسعد، رئيس الرابطة الجزائرية للدفاع عن حقوق الإنسان، الحكومة بـ"تعمد تعطيل تنصيب سلطتي الضبط للصحافة المكتوبة وللسمعي البصري، حتى تحل محلها وتعطي لنفسها مبررا للتضييق على المؤسسات الإعلامية المستقلة عنها."

وأشار بن يسعد، خلال زيارة لـ"الخبر" بمقرها، تعبيراً عن تضامنه، إلى أن سلطتي الضبط جاء بهما القانون العضوي المتعلق بالإعلام الصادر عام 2012، "ولكن مرت 4 سنوات كاملة ولم تنصبا بعد، فلماذا هذا التماطل؟ من الواضح أن هناك إرادة لإبقاء الوضع على حاله، حتى تتصرف وزارة الاتصال في المشهد الإعلامي كما تريد بعيداً عن القانون."

وصرح وزير الاتصال، قبل أسبوعين، بأنه لا يرى حاجة لوجود سلطة ضبط الصحافة المكتوبة، على أساس أن وزارته تتكفل بتسيير القطاع. عن ذلك قال المحامي والحقوقي: "المشروع أصدر القانون والرئيس وقع عليه، فكيف يسمح عضو في حكومة الرئيس لنفسه بأن يقول إنه ليس بحاجة لهذه الآلية؟! إذا كان السيد الوزير غير راض عن وجود سلطة الضبط، ما عليه إلا أن يقدم مشروعاً لتعديل القانون العضوي للإعلام، ليتبع المسار القانوني المعروف في حالات كهذه، أما أن يرفض مواد وتدابير جاء بها قانون صادق عليه البرلمان بغرفتيه، فهذا لا يحق له". وأضاف: "قضية بيع أسهم شركة "الخبر" لشركة أخرى، تتكفل بها سلطة الضبط الخاصة بالصحافة المكتوبة، في حال لاحظت أن الصفقة غير مطابقة للقانون، أما وزير الاتصال فلا يسمح له القانون بأن يحل محل هذه السلطة."

وأوضح بن يسعد أن الجزائر صادقت على الاتفاقيات الدولية المختلفة ذات الصلة بحقوق الإنسان، وأبرزها الإعلان الدولي لحقوق الإنسان والاتفاقية الدولية الخاصة بالحقوق المدنية والسياسية، والمادة 19 منها التي تعتبر حرية التعبير أم الحريات مشيراً إلى أن "المجتمع لا يمكن أن يتطور من دون مساحات للتعبير، وكل مبادئ الدستور الجزائري المعدل حديثاً تركز حرية التعبير وحرية الاستثمار وحرية التجارة، فلماذا إذن هذه العراقيل المفتعلة ضد شركة الخبر؟". وأضاف: "البلد الذي صادق على هذه النصوص الدولية، يمنع عليه تقييد الحريات إن لم يبادر بترقيتها."

وانتقد رئيس الرابطة الحقوقية، أيضاً، التماطل في إصدار النصوص التطبيقية الخاصة بقانون الإشهار. ففي غياب آلية قانونية خاصة بضبط الإشهار، تستعمل السلطة الإعلانات كسلاح للضغط على المؤسسات الإعلامية، التي ترفض الطاعة وتقديم الولاء. وقال بهذا الخصوص: "السلطات تدرك أهمية قانون الإشهار لأنه يفرض مقاييس شفافة في توزيع الإشهار ويمنع تدخل أية جهة في منح الإعلانات، ولكنها تعطله حتى تضغط على الخط التحريري لوسائل الإعلام المستقلة عنها". وتابع: "الإعلام حر من حيث المبدأ، وهو تعددي، إذ هناك صحف وقنوات تلفزيونية تساند الخط الرسمي، فلنترك الحكومة مجالاً للرأي المخالف لخطها حتى يتم التعبير عنها في الإعلام غير الموالي لها."

وتساءل الأستاذ بن يسعد عن “من المستفيد من خلق مؤسسة إعلامية مثل “الخبر”؟ أكيد ليست الجزائر هي المستفيدة، فعندما تنجح السلطة في تقليص فضاءات التعبير فهي تدفع بالمجتمع إلى الانفجار، ومن لا يجد فسحة للتعبير بطريقة سلمية سيلجأ إلى العنف لا محالة”. وأضاف المحامي أن “المشاكل التي تفتعلها السلطات لشركة “الخبر”، تعطي صورة سيئة للغاية للخارج عن أوضاع الحريات والحقوق في الجزائر”. وأوضح أن الرابطة تلقت اتصالات من منظمات دولية مهتمة بالحقوق والحريات، تستفسر عن سبب استهداف حرية الصحافة وحرية الاستثمار والتجارة بالجزائر. وأضاف في نفس الموضوع: “ما حصل مع “الخبر”، يلقي الخوف في نفوس المستثمرين الأجانب الذين تزعم الحكومة أنها تريد استقطابهم. فهم يرون أن مسألة تتعلق بالاستثمار بين جزائريين وتدخلت الإدارة لعرقلته، فما بالك إذا تعلق الأمر بمستثمر أجنبي.”

وحسب المحامي، فالقضاء الإداري غير مختص للفصل في القضية المطروحة عليه اليوم، لأنها قضية تجارية محضة. مشيراً إلى أن مبدأ الفصل بين السلطات غير متوفر “ما يحول دون استقلال القضاء”. ولاحظ المحامي غياب القوانين العضوية الخاصة بالقضاء، التي يفترض أنها تمخضت عن الدستور الجديد، كالقانون العضوي للمجلس الأعلى للقضاء، والقانون الأساسي للقضاء. فغيابها، حسب بن يسعد، يفتح الباب للتجاوزات.

الجزائر: حميد يس

عدهم 400 حراق اختفوا في عهد حكم بن علي، عائلات حراقة، El Chorouk, 12.05.2016, جزائريين يتجمعون أمام القنصلية التونسية بعنابة



تجمهر أمام القنصلية التونسية بعنابة، صبيحة الأربعاء، العشرات من عائلات الحراقة الذين فقدوا خلال رحلات هجرة غير شرعية انطلاقا من المياه الإقليمية الجزائرية نحو الضفة الأخرى، واختفوا منذ 2007 إلى يومنا هذا للاستفسار عن مصير أبنائهم المفقودين والذين انقطعت أخبارهم عن عائلاتهم.

حيث أكد المحامي وعضو الرابطة الجزائرية للدفاع عن حقوق الإنسان كسيلة زرقين، في تصريح خص به "الشروق" أنه التقى رفقة ممثلين عن أهالي الحراقة مع ممثل الشؤون الاجتماعية بالقنصلية التونسية بعنابة، دريدي فرج، وهو اللقاء الثاني بعد ذلك الذي كان في منتصف شهر مارس المنصرم، حيث تم تبليغ السلطات التونسية وبصفة رسمية عن الاختفاءات القسرية المسجلة منذ 2007 في زمن بن علي، إلى يومنا هذا، وهي تعتبر الشكوى الثانية من نوعها، خصوصا وأنهم لم يتلقوا أي رد من قبل القنصلية التونسية بعنابة، أو حتى السلطات التونسية، بخصوص هذه الألغاز التي مست قرابة 400 شاب جزائري من مختلف الأعمار والولايات الشرقية في المياه الإقليمية التونسية.

وصرح ذات المصدر أنهم بصدد رفع دعوى قضائية أمام هيئة الأمم المتحدة بخصوص هذه الاختفاءات القسرية، كما تم إيداع 10 شكاوى أمام مجموعة العمل التابعة لهيئة الأمم المتحدة بجنيف من مجموع 90 شكاوى أخرى، سيتم إيداعها خلال الأيام القليلة المقبلة.

ومن جهة أخرى، رفعت عائلات الحراقة الذين تجمهروا صبيحة أمس أمام القنصلية التونسية صوراً لأبنائهم المفقودين، مطالبين السلطات التونسية بالتعاون معهم ومساعدتهم في العثور على فلذات أكبادهم الذين انقطعت أخبارهم بعد ما قرروا خوض مغامرة الهجرة غير الشرعية نحو جزيرة سردينيا الإيطالية عبر قوارب الموت انطلاقاً من شواطئ مختلفة من ولاية عنابة، حيث أكدوا أنهم يحوزون معلومات دقيقة ووثائق وشهادات حية تؤكد تواجد أبنائهم في سجون تونسية وأن أبناءهم لا يزالون أحياء، فيما أكد البعض من عائلات الحراقة أنهم شنوا رحلات للكشف عن مصير أبنائهم، لكن أبحاثهم لم

تثمر، وتركت الكثير من التساؤلات خصوصاً بعد إصرار السلطات التونسية، على عدم حل هذا اللغز وعدم الكشف عن مكان احتجاز أبنائهم، فيما لعبت السلطات الجزائرية دور المتفرج من بعيد، وعليه طالب أهالي الحرقاة بضرورة تدخل الوصايا الجزائرية وفتح تحقيق في القضية، كما رفعوا عديد الشكاوى وقدموها لقنصل تونس في عنابة الذي وعدهم بكشف الحقائق والتفاصيل المتعلقة باختفاء أبنائهم، لكن لم يتم الرد عن تساؤلاتهم لحد الساعة.

El Khabar, 12.05.2016 "محاولة تصفية "الخبر" تهديد لكل الحريات" علي يحيى عبد النور



لاحظ المحامي والناشط الحقوقي والرئيس السابق للرابطة الجزائرية للدفاع عن حقوق الإنسان، علي يحيى عبد النور، أن وزير الاتصال حميد قرين جانب الموضوعية والتروي، في حديثه عن قضية "الخبر"، ولفت إلى أن السلطة تريد تغييب الصحيفة عن الساحة باستعمال موارد الدولة.

كتب النشاط الحقوقي المخضرم في مساهمة نشرتها الزميلتان "الوطن" و"ليبرتي"، أمس، "لم يكن (وزير الاتصال) سيد أفكاره وأقواله، منتهكا قواعد وأخلاقيات مهنة الصحافة، إنه يريد خنق حرية التعبير وهو فوق القانون، في حين أن دوره تطبيق القانون، كل القانون."

حاول محامي حقوق الإنسان، في مقاله، فهم سلوك الوزير ونمط تفكير الوزير قرين، ويقول: "بالنسبة لوزير الاتصال، فإن انتقاد السلطة يعد كفرا، وجريمة". وتابع أن الوزير "أظهر في نص الدعوى المقدمة للمحكمة الإدارية انقيادا تاما لرعاه في هرم الدولة". وقال أيضا: "إن حجب المعلومات يظهر أن الأمر مدبر على مستوى هرم السلطة، وأن حقوق الدولة لا حدود لها، إنه تعسف، واستبداد دكتاتورية."

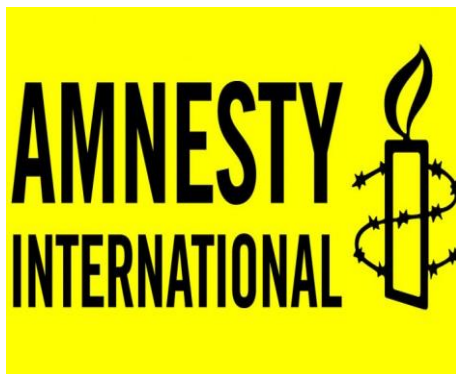
وأضاف أن "محاولة تصفية "الخبر" تهديد لكل الحريات ومساس بحرية التعبير، والسلطة تريد القضاء على التناقضات بالقضاء على المعارضين"، متسائلا إن لم يكن حوار الطرشان بين السلطة و"الخبر" سينتهي إلى مواجهة قد تؤدي إلى اندثارها.

ولفت المحامي إلى خطورة محاولة السلطة تحميل رجل الأعمال إسعد ربراب مسؤولية الوضع الحالي، لحجب الأنظار عن الأزمة المتصاعدة في الجزائر. ويوضح: "ليس بكسر ربراب سيقضى على الأزمة"، متسائلا: كيف نفسر المزاي الممنوحة لرجال الأعمال علي حداد، الذي يدافع عن أطروحات السلطة، حيث يملك جريدتين، وقناة تلفزيونية، وإذاعة في القريب، فيما يحرم آخرون من ذلك، وربراب على وجه الخصوص، في حين يفترض أن الجزائريين متساوون في الحقوق والواجبات؟

وفضح المحامي كيف أن السلطة توفر كل الموارد لأجل التخلص من "الخبر"، التي تشكل تحديا "يجب القضاء عليه"، في نظرها. وأكد المحامي تضامنه مع الصحافة المستقلة، وقال إن موقفه يهدف لتحسيس الشعب الجزائري بما يجري من انتهاكات، معتبرا أن الهبة الشعبية للتضامن مع "الخبر" زادت اتساعا، وأنها، أي الصحيفة، ربحت معركة الرأي العام الذي يستغله النظام لصالحه، وخلص للقول إن الأوساط الرسمية فشلت بسبب التجند الشعبي والصحافة للدفاع عن حرية التعبير، وأن حملة التضامن بدأت تعطي ثمارها، فالسلطات بدأت تتراجع، لأن حقائق الميدان ما فتئت تدينهم يوما بعد يوم."

الجزائر: ج.

Impact24, 18.05.2016, Amnesty international dénonce la répression des manifestants en Algérie



Deux mois après son accablant rapport annuel sur la situation des droits de l'homme en Algérie, Amnesty international s'inquiète de la multiplication des actes de répression contre des manifestants pacifiques. AI parle ainsi du harcèlement dont fait l'objet « l'éminent militant pour le droit des chômeurs, Tahar Belabes, membre du Comité national pour la défense des droits des chômeurs (CNDDC), ainsi que trois autres membres de ce comité qui ont été accusés d'avoir participé à des 'rassemblements non armés' » en 2015.

Amnesty International affirme que ces quatre militants risquent un an de prison ferme. « Emprisonner Tahar Belabes et ses collègues tout simplement pour avoir pris part à des manifestations pacifiques serait une atteinte scandaleuse à la liberté d'expression et de réunion. Leur seul 'crime' est de s'être élevés contre l'injustice sociale et d'avoir défendu le droit des chômeurs d'accéder à l'emploi. Ils ne devraient même pas être jugé et encore moins encourir une peine d'emprisonnement », a dénoncé AI dans un communiqué rendu public aujourd'hui, tout en appelant à l'abandon des poursuites judiciaires contre eux.

Pour Amnesty International, s'ils sont condamnés à une peine de prison, ces quatre militants vont être tout simplement des prisonniers d'opinion incarcérés uniquement pour avoir exercé leur droit à l'expression et de réunion pacifique. Cette ONG internationale a souligné que ces manifestants demandaient aux compagnies pétrolières et gazières basées à Hassi Messaoud et les différentes filières de Sonatrach d'employer plus de gens du sud du pays. AI estime ainsi que « les autorités algériennes doivent mettre fin à leurs efforts inlassables pour faire taire les manifestants pacifiques ». « Les autorités algériennes semblent recourir de plus en plus à des poursuites pénales comme un moyen de faire taire les manifestants », souligne AI qui met en garde contre un cheminement vers une répression plus violente. « Plutôt que d'emprisonner les militants pacifiques, les autorités devraient réagir à leurs plaintes. L'augmentation de la répression ne constitue pas une réponse à la montée du chômage ni la situation économique dégradée, exacerbée par la baisse des prix du pétrole », a soutenu

AI.